

Audience publique du 21 juin 2010

Recours formé par
la société anonyme ... s.a., ...
contre un bulletin de cotisation émis par la Chambre de Commerce du Grand-Duché de
Luxembourg
en matière de cotisations professionnelles

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 25521 du rôle et déposée le 17 mars 2009 au greffe du tribunal administratif par Maître Jean-Pierre Winandy, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société anonyme ... s.a., établie et ayant son siège social à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'un bulletin de cotisation de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg du 11 décembre 2008 portant fixation des cotisations à payer pour les années 2007 et 2008 et, pour autant que de besoin, d'une décision du 27 février 2009 par laquelle a été refusé, sur réclamation, le redressement du bulletin en question ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Guy Engel, demeurant à Luxembourg, du 10 mars 2009, portant signification de ce recours à la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, établie à L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 4 mai 2009 par Maître Patrick Kinsch, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, pour compte de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ledit mémoire en réponse ayant été notifié le même jour par acte d'avocat à avocat au mandataire de la partie demanderesse ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 15 mai 2009 par Maître Jean-Pierre Winandy pour compte de la société anonyme ... s.a., ledit mémoire en réplique ayant été notifié le même jour par acte d'avocat à avocat au mandataire de la Chambre de Commerce ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif le 12 juin 2009 par Maître Patrick Kinsch pour compte de la Chambre de Commerce, ledit mémoire en duplique ayant été notifié le 10 juin 2009 par acte d'avocat à avocat au mandataire de la partie demanderesse ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le bulletin critiqué ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Maître Jean-Pierre Winandy, ainsi que Maître Patrick Kinsch en leurs plaidoiries respectives.

En date du 5 juillet 2007, la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ci-après dénommée la « Chambre de Commerce », émit à l'égard de la société anonyme ... s.a., ci-après dénommée la « société ... », un bulletin portant fixation de la cotisation pour l'année 2007 d'un montant de 140 €.

Par bulletin du 2 juillet 2008, la Chambre de Commerce procéda au redressement de la cotisation due par la société ... pour l'année 2007, en fixant celle-ci dorénavant au montant de 21.686,34 €. Par bulletin du même jour, la Chambre de Commerce fixa la cotisation due par la société ... pour l'année 2008 au montant de 21.686,34 €, tout en rappelant le paiement de la cotisation due pour l'année 2007 d'un montant de 21.546,34 €.

Par bulletin du 11 décembre 2008, la Chambre de Commerce rappela le paiement des cotisations dues pour les années 2007 et 2008 de montants respectivement de 21.546,34 € et 21.686,34 €.

Par décision du 27 février 2009, la Chambre de Commerce prit position par rapport à une demande de redressement formulée par le mandataire de la société ... en date du 12 février 2009 concernant les années 2007 et 2008, en décidant que dans la mesure où « *les bénéficiaires commerciaux servant de base de calcul des cotisations pour les années 2007 et 2008 n'ont pas été rectifiés par l'Administration des Contributions Directes* », il n'y avait pas non plus lieu de procéder à un redressement des cotisations qui lui sont dues.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 17 mars 2009, la société ... a fait introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation du bulletin de cotisation précité du 11 décembre 2008 et « *pour autant que de besoin* » de la décision confirmative précitée du 27 février 2009, en ce qu'ils fixent les cotisations à payer pour les années 2007 et 2008.

A défaut de l'existence d'un recours au fond en matière de décisions prises par une chambre professionnelle et portant sur les cotisations qui lui sont dues de la part de ses membres, c'est à bon droit que la partie défenderesse conclut à l'incompétence du tribunal administratif pour connaître du recours en réformation introduit à titre principal contre le bulletin litigieux du 11 décembre 2008. Partant, seul un recours en annulation a pu être introduit contre ledit bulletin.

Dans son mémoire en réponse, la Chambre de Commerce conclut à l'irrecevabilité du recours, au motif qu'il aurait été introduit au-delà du délai légal. Elle fait dans ce contexte état de ce que la décision actuellement critiquée constituerait « *un simple rappel de paiement des cotisations qui ont donné lieu à des bulletins antérieurement notifiés* », en relevant que les bulletins de cotisation originaires se trouvant à la base de ladite décision de rappel dateraient du 2 juillet 2008. La partie demanderesse serait partant forclosée à introduire en date du 17 mars 2009

un recours contre une simple décision de rappel, ne contenant aucun élément décisionnel nouveau, des décisions antérieurement prises en date du 2 juillet 2008.

Dans son mémoire en réplique, la demanderesse déclare être « *consciente du fait que le recours est introduit plus de trois mois après la date d'émission du bulletin de cotisation* », en se référant toutefois à ses développements théoriques contenus dans sa requête introductive d'instance quant aux sanctions qui pourraient être attachées aux bulletins de cotisation du 2 juillet 2008, en faisant état de ce que ceux-ci pourraient soit être inexistantes soit encourir différents types de nullités absolues ou relatives voire même la non-opposabilité de ceux-ci, en laissant toutefois le soin au tribunal de choisir le « *cas de figure* » dans lequel on se trouverait dans le cadre de la présente instance.

Il échet de constater, au vu de ces développements, que ceux-ci restent purement théoriques et semblent reprendre textuellement des passages d'un livre de doctrine, sans que la partie demanderesse n'indique d'une quelconque manière en quoi l'une des sanctions y énoncées devrait être applicable aux bulletins de cotisation litigieux du 2 juillet 2008. Il semble ressortir de ces développements que la partie demanderesse semble être d'avis qu'une irrégularité soit attachée auxdits bulletins de cotisation, sans toutefois qu'elle soumette au tribunal une quelconque indication quant au type d'irrégularité dont il pourrait s'agir. Il échet toutefois de relever que même à supposer qu'une irrégularité de forme ou de fond soit attachée à un bulletin de cotisation émis par la Chambre de Commerce, un tel constat ne pourrait pas aboutir à une quelconque inexistence ou nullité des bulletins de cotisation afférents, mais une telle situation de fait pourrait tout au plus amener, dans le cadre de l'examen des moyens soulevés quant au fond de l'affaire, à une annulation desdits bulletins.

A défaut d'autres éléments permettant de conclure que le délai de recours légal de trois mois n'a pas pu commencer à courir, il échet de suivre la partie demanderesse dans ses propres conclusions suivant lesquelles elle a introduit le présent recours contentieux au-delà du délai légal de trois mois, étant entendu que tant le bulletin de rappel du 11 décembre 2008 que la décision confirmative du 27 février 2009 ne contiennent aucun élément décisionnel nouveau par rapport aux décisions prises en date du 2 juillet 2008, de sorte à ne pas donner lieu à la réouverture des délais de recours.

Il s'ensuit que le recours en annulation est à déclarer irrecevable pour avoir été introduit en dehors du délai légal, sans qu'il y ait lieu de prendre position par rapport aux autres moyens et arguments développés en cause.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

se déclare incompétent pour connaître du recours en réformation introduit à titre principal ;

déclare irrecevable le recours en annulation introduit à titre subsidiaire ;

condamne la partie demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par:

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Martine Gillardin, vice-président,
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 21 juin 2010 par le premier vice-président, en présence du greffier en chef Claude Legille.

Claude Legille

Carlo Schockweiler